

Cadre législatif (au 1^{er} janvier 2018)

Le terme “porter à connaissance” trouve son origine dans les articles L. 132-1 à 4 du code de l’urbanisme et est donc lié aux documents d’urbanisme que sont les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d’urbanisme et les cartes communales. Les articles précités précisent que l’État a l’obligation de porter à la connaissance des communes ou de leurs groupements compétents les informations nécessaires à l’exercice de leurs compétences en matière d’urbanisme.

Par ailleurs, les articles R. 132-1 à 3 du code de l’urbanisme confèrent au Porter à connaissance un caractère continu pendant toute la période d’élaboration des documents d’urbanisme. Il est réalisé par délégation du Préfet de département par la Direction départementale des territoires et de la mer de la Somme, dans le cadre de l’élaboration ou de la révision des documents de planification territoriale.

Par rapport à la loi Solidarité et renouvellement urbains (dite loi SRU) du 14 décembre 2000, les lois issues du « Grenelle de l’Environnement » ont apporté des évolutions significatives s’agissant des démarches de planification de l’urbanisme. Ces évolutions concernent à la fois les principes fondamentaux qui régissent les projets d’aménagement et d’urbanisme et le contenu réglementaire des documents de planification.

Ainsi, la **loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l’environnement, dite loi Grenelle I**, a renforcé dans le code de l’urbanisme les objectifs liés au développement durable, en particulier :

- la lutte contre l’étalement urbain et la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers, le lien entre urbanisme et déplacements (consommation d’énergie et lutte contre les émissions de gaz à effet de serre),
- la préservation de la biodiversité, notamment à travers la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques.

La **loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l’environnement, dite loi Grenelle II**, est venue préciser les outils concrets permettant d’atteindre ces objectifs dans les documents de planification.

Ce texte pose également le principe de l’élaboration des plans locaux d’urbanisme à l’échelle intercommunale, notamment pour les communautés d’agglomération et communautés de communes qui se sont dotées de cette compétence. Les principes de la planification et le cadre dans lequel doivent s’élaborer les documents d’urbanisme sont exprimés dans les articles L. 101-1 et L. 101-2 du code de l’urbanisme.

Le paysage des documents d’urbanisme locaux, composé du Schéma de cohérence territoriale, du Plan local d’urbanisme, de la carte communale, est complété par le Plan local d’urbanisme intercommunal qui devient la norme après avoir longtemps été l’exception.

La **loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l’accès au logement et un urbanisme rénové, dite loi Alur**, expose parmi ses motifs que « Pour assurer la transition écologique des territoires tout en donnant aux acteurs les moyens d’atteindre cet objectif, il est essentiel de travailler à la fois à l’aménagement et au développement du territoire, d’une part, mais aussi à la préservation des espaces naturels et agricoles, d’autre part. »

En ce qui concerne les plans locaux d’urbanisme, le titre IV de la loi Alur vise plus particulièrement à :

- modifier la présentation et le contenu des règles que peut fixer le plan ;
- lutter contre l’étalement urbain et la consommation d’espaces naturels, agricoles et forestiers, par l’analyse de la capacité de densification et de renouvellement urbain, l’exposé de la stratégie foncière en découlant ;
- moderniser les documents de planification communaux et intercommunaux.

La **loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d’avenir pour l’agriculture, l’alimentation et la forêt, dite LAAAF** apporte des modifications et précisions à la version initiale de la loi Alur, notamment sur les possibilités d’évolutions du bâti en zones agricole A et naturelle N des plans locaux d’urbanisme, ainsi que sur les mesures transitoires.

La loi n°2014-1545 du 20 décembre 2014 relative à la simplification de la vie des entreprises et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit et des procédures administratives comporte des dispositions relatives à l'urbanisme, ces nouvelles dispositions concernant notamment l'élaboration des plans locaux d'urbanisme intercommunaux.

Ainsi, si l'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal est engagée entre le 27 mars 2014 et le 31 décembre 2015, les dates et délais ne s'opposent pas aux plans locaux d'urbanisme et plans d'occupation des sols applicables sur le territoire de l'établissement public compétent :

- au troisième alinéa du V de l'article 19 de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (date dite de « Grenellisation » des plans locaux d'urbanisme du 1er janvier 2017) ;
- aux articles L. 131-6 et L. 131-7 du code de l'urbanisme (délais de mise en compatibilité ou de prise en compte d'un document de rang supérieur) ;
- aux articles L. 174-1 et L. 174-3 du code de l'urbanisme (dates de caducité des plans d'occupation des sols).

Le dispositif est applicable tout au long de la procédure si, de manière cumulative :

- le débat obligatoire sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables a lieu au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, avant le 27 mars 2017;
- et si l'approbation du plan local d'urbanisme intercommunal a lieu avant le 31 décembre 2019.

Si le débat précité ou l'approbation du document n'ont pas lieu dans les délais requis, le dispositif cesse de s'appliquer immédiatement et les dates et délais mentionnés au 1er alinéa de l'article 13 s'appliquent à nouveau aux plans locaux d'urbanisme et plans d'occupation des sols en vigueur sur le territoire de l'établissement public concerné.

La loi précise explicitement que les établissements publics de coopération intercommunale qui sont nouvellement compétents en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale peuvent achever toutes les procédures d'élaboration ou d'évolution des documents d'urbanisme engagées par une commune avant la date du transfert de la compétence à l'établissement public en question.

Dans le cas de l'achèvement d'une procédure de plan local d'urbanisme à l'échelle communale, l'avis de la commune est requis. Cette mesure vise à sécuriser juridiquement les procédures et garantir la continuité des politiques locales.

La loi n°2015-908 du 23 juillet 2015 relative à la simplification des règles d'urbanisme applicables à certains projets de construction de logements concerne notamment le plafonnement des obligations de stationnement exigées par les plans locaux d'urbanisme pour les projets d'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ou de résidences étudiantes (articles L. 151-34 et L. 151-35 du code de l'urbanisme).

La loi n°2015-990 du 6 août 2015 (Loi Macron) pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques a pour objectifs la simplification des procédures et l'accélération de la réalisation des opérations de construction et d'aménagement. Ces dispositions portent notamment sur les majorations de 30 % de constructibilité en faveur du logement intermédiaire et la constructibilité en zones agricole et naturelle. De plus, l'article 109 de la loi Macron autorise, par voie d'ordonnance, une nouvelle rédaction du livre 1er du code de l'urbanisme afin d'en clarifier la rédaction et le plan.

La loi n° 2015-991 dite loi NOTRe du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République clarifie, parmi les mesures, le « transfert de compétence en matière de PLU, de document en tenant lieu ou de carte communale ». L'établissement public de coopération intercommunale compétent est substitué de plein droit dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée avant la date de sa création, de sa fusion, de la modification de son périmètre ou du transfert de la compétence.

La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (TECV) propose aux auteurs de plans locaux d'urbanisme, communaux ou intercommunaux de nouveaux outils réglementaires en faveur des énergies renouvelables.

L'accumulation des réformes et les nombreuses modifications législatives et réglementaires intervenues depuis 1973, date de la première codification par décret des textes relatifs à l'urbanisme, avaient rendu le code de l'urbanisme difficilement lisible et peu accessible.

L'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du livre Ier du code de l'urbanisme et le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme procèdent à la recodification, à droit constant, du livre Ier du code de l'urbanisme.

Le livre Ier – Réglementation de l'urbanisme – comprend huit titres, dont un titre préliminaire, et s'articule autour d'un plan allant du général au particulier en abordant tout d'abord les dispositions applicables à l'ensemble du territoire puis les dispositions particulières à certains territoires et enfin, les documents d'urbanisme (Titre V : Plan local d'urbanisme).

Les subdivisions ont été multipliées pour faciliter l'accès aux normes et les articles très longs ont été découpés sur la base d'une correspondance « une idée, un article ». Un travail important sur l'actualisation de la norme a été opéré, afin d'abroger l'ensemble des dispositions devenues caduques ou obsolètes, mais également de clarifier les écritures.

La recodification a également eu pour objet de faire disparaître les éventuelles incompatibilités entre des dispositions codifiées et d'assurer le respect de la hiérarchie des normes. À cet effet, le travail simultané sur les parties législative et réglementaire a permis de s'assurer de l'exacte répartition entre le domaine de la loi et celui du règlement.

Le décret réaffirme le lien entre le projet de territoire, la règle et sa justification, par la traduction des objectifs structurants auxquels doit répondre le plan local d'urbanisme :

- le renforcement de la mixité fonctionnelle et sociale,
- la maîtrise de la ressource foncière et la lutte contre l'étalement urbain,
- la préservation et la mise en valeur du patrimoine environnemental, paysager et architectural.

Les nouveaux PLU qui intègrent cette réforme disposent d'outils mieux adaptés aux diversités locales, aux opérations d'aménagement complexes mais aussi aux évolutions dans le temps de leur territoire. Ils peuvent répondre au plus près aux aspirations des habitants et favoriser la qualité de leur cadre de vie, grâce à une assise réglementaire confortée.

Il s'agit ainsi de redonner du sens au règlement du plan local d'urbanisme et de passer d'un urbanisme réglementaire à un urbanisme de projet. Afin de mieux traduire le projet d'aménagement et de développement durables, le nouveau règlement est désormais structuré en 3 chapitres qui répondent chacun à une interrogation :

- l'affectation des zones et la destination des constructions : où puis-je construire ?
- les caractéristiques urbaines, architecturales, naturelles et paysagères : comment prendre en compte mon environnement ?
- les équipements et les réseaux : comment je m'y raccorde ?

La loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté : le titre II de la loi pour l'Égalité et la Citoyenneté, spécifiquement dédié à la mixité et à l'égalité des chances dans l'habitat, comporte également des dispositions relatives aux documents d'urbanisme nécessaires pour faciliter le changement d'échelle de la planification urbaine dans le contexte de la réforme territoriale.

Elles ont plus particulièrement pour objectif de :

- conforter l'échelle de planification stratégique que représente le schéma de cohérence territoriale en permettant la poursuite des procédures d'élaboration ou de révision de schémas engagées et la gestion des SCOT existants, malgré les perturbations créées par la refonte de la carte intercommunale. Il s'agit de préserver les acquis et de faciliter les changements d'échelle à venir pour que les projets de territoire portés par les schémas de cohérence territoriale soient des interfaces pertinentes entre ceux des régions et ceux des communautés ou des métropoles ;
- faciliter l'exercice de la compétence plan local d'urbanisme, document en tenant lieu et carte communale, par les communautés et les métropoles, en apportant la souplesse et l'adaptabilité nécessaire dans le contexte créé par la refonte très ambitieuse de la carte intercommunale. Cet assouplissement contribue également à préparer l'échéance du 27 mars 2017 et le transfert de la compétence généralisée aux communautés de communes et d'agglomération, sauf exercice d'une minorité de blocage telle que prévue par l'article 136 de la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové.

Pour en savoir plus : <http://www.cohesion-territoires.gouv.fr/mesures-de-simplification-en-matiere-d-urbanisme>.

